



LUTTE CONTRE LES SFRATTI A TURIN

**ASSEMBLEES
PIQUETS
ET OCCUPATIONS
2011-2012**



La casa è di chi l'abita!

Una storia come tante. Da una parte una famiglia che vive in affitto, dall'altra i padroni di casa. Quando la famiglia non riesce più a pagare, o quando i padroni di case decidono di sbattere fuori gli inquilini per poter aumentare l'affitto, iniziano le procedure di sfratto. Una storia come tante, che solo a Torino si ripete quattro volte ogni giorno.

I padroni di case, come tutti i padroni, hanno dalla loro parte avvocati e giudici complacenti, ufficiali giudiziari e, se serve, anche carabinieri e polizia. Gli sfrattati, il più delle volte, sono soli e non trovano la forza di resistere. E così troppe volte i padroni hanno la meglio, e gli sfrattati finiscono in mezzo a una strada.

Ma non è sempre così. Oggi, ed è già successo altre volte, ad altre famiglie, gli sfrattati hanno trovato la forza di resistere. E non è solo una questione di ricorsi, avvocati e carte bollate: gli sfrattati hanno deciso di non lasciare la casa, e di non far entrare nemmeno l'ufficiale giudiziario. E per resistere con più forza, hanno chiesto aiuto ad amici e vicini di casa.

Si resisterà fino a quando l'ufficiale giudiziario non se ne andrà, concedendo un rinvio. Un rinvio che di certo non risolve definitivamente il problema: fra qualche mese dovremo essere di nuovo in strada per fermare lo sfratto. Ma aver trovato il coraggio e la forza di resistere ai padroni è l'unico modo che abbiamo per cominciare a dire che la casa è di chi l'abita, non dei padroni.

La maison à ceux qui l'habitent!

Une histoire comme tant d'autres. D'un côté, une famille qui vit dans un logement loué, d'un autre, les propriétaires de la maison. Quand la famille ne parvient plus à payer, ou quand les propriétaires décident de jeter dehors les locataires pour pouvoir augmenter le loyer, alors commencent les procédures d'expulsion. Une histoire comme tant d'autres, qui rien qu'à Torino se répète quatre fois par jour.

Les propriétaires de la maison ont à leurs côtés avocats et juges complaisants, huissiers de justice et, au besoin, ils peuvent aussi compter sur les *carabinieri* et la police. Ceux qui sont menacés d'expulsion sont bien souvent seuls et ne trouvent pas la force de résister. Et ainsi, bien trop souvent, les propriétaires obtiennent gain de cause, quand les expulsés se retrouvent à la rue.

Mais ce n'est pas toujours comme ça. Aujourd'hui, comme c'est déjà arrivé à d'autres familles, les menacés d'expulsion ont trouvé la force de résister. Et ce n'est pas seulement une question de recours, d'avocats et de paperasse : ils ont décidé de ne pas quitter leur maison, et de ne pas non plus laisser entrer l'huissier. Et pour résister avec plus de force, ils ont demandé l'aide de leurs amis et voisins. On résistera jusqu'à ce que l'huissier s'en aille, après avoir prononcé un renvoi. Un renvoi qui ne résout certainement pas le problème définitivement : d'ici quelques mois, nous devons de nouveau être dans la rue pour empêcher l'expulsion. Mais avoir trouvé le courage et la force de résister aux propriétaires est le seul moyen que nous avons pour commencer à dire que la maison est à ceux qui l'habitent, et non aux propriétaires.

المنزل لمن يسكنه!

إنها قصة شائعة، فمن جهة هناك عائلة تكثري منزلا ومن الناحية الأخرى مالك الدار. وعينما تعجز العائلة عن الأداء أو عندما يريد صاحب الدار طرد المكتري للأجل الرفق من قيمة الكراء، حينها تبدأ مساطر الإفراف.

إنها قصة تتشابه مع العديد غيرها، ففي طورينو وحدها تحدث أربع حالات إفراف يوميا. يقف إلى جانبي مالكي الدور، كما باقي المالكين، المحامون، القضاة، الأعوان القضائيون، وفي حالات الضرورة الشرطة والدرك (carabinieri). و غالبا ما يجد المفرعون أنفسهم وحيدين بلا قوة للمقاومة. لذا يحدون أنفسهم أخيرا في الشارع وبلا ماوى.

لكن الأمر ليس كذلك في جميع الحالات، فالיום، وكما في حالات سابقة وجدت العائلات القوة للمقاومة. وليس للأمر علاقة بالإجراءات أو المساطر أو المحامين .. فالمهددون بالإفراف لم يتركوا المنزل ولم يسمحوا لأي أحد بالدخول. ولأجل مقاومة أكبر طلبوا مساعدة الجيران والأصدقاء.

وتبقى المقاومة قائمة إلى حين أن يرحل العون القضائي مؤجلا بذلك عملية التنفيذ. إن التأجيل لا يعني حل المشكلة نهائيا: لذا فيعد بشهور قليلة نجد أنفسنا من جديد في الشارع لعرقلة وإيقاف إفراف آخر. لكن التمكن من تجاوز حاجز الخوف والرغبة في المقاومة ضد المالكين هي الطريق الوحيد الذي نملك لنقول أن المنزل لمن يسكنه لا لمن يملكه.

PLAN DU QUARTIER

Corso Novara

Via Soana



Via Lanino

Piazza della Repubblica

SOMMAIRE

AVANT – PROPOS	p 6
BREVE CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE EN COURS	p 8
Sfratto et procédure	p 9
UNE ASSEMBLÉE POUR S'AUTO – ORGANISER	p 10
DES LIEUX QUI CONCRÉTISENT LA LUTTE	
Via Lanino, « Coch Mrdoch, la Maison Volée »	p 13
Corso Novara, « Scarface »	p 15
Via Soana, « Ni concession ni charité »	p 17
UNE MANIÈRE DE RÉSISTER, LES PIQUETS	
Récit du 19 juin	p 19
Tactique, retour sur le 17 juillet	p 21
12 septembre, piquet offensé passe à l'offensive	p 23
18 septembre, une journée de barricades	p 24
QUELQUES RÉFLEXIONS	
Un objectif minimum désirable	p 27
Une bonne soeur à la matraque.	
La San Paolo à Turin	p 32

AVANT – PROPOS

Ce sont des journées comme celles du 19 juin ou du 18 septembre 2012, les balades dans les rues de Porta Palazzo et de Barriera di Milano¹, mais aussi des petits détails au quotidien qui permettent de réaliser l'ampleur qu'a prise la lutte contre les *sfratti*². En terme de rapport de force, alors qu'il suffit en principe d'un huissier et d'un serrurier pour exécuter un *sfratto*, ce sont des centaines de flics que la préfecture mobilise au cours de ces journées, pour finalement n'expulser que des *sfrattandi* qui avaient choisi de ne pas résister. Quant à l'existence effective de la lutte dans le quartier, ce ne sont pas que les nombreux tags et affiches qui recouvrent les murs qui donnent des indications. En est une autre, le fait, quand on vit dans le quartier et qu'on participe à cette lutte, d'être arrêté-e dans la rue par des gens qui souhaitent en discuter, pour faire part de leur propre *sfratto* mais aussi pour donner leur avis.

Nous avons vécu des étapes importantes de cette lutte, cela fait quelque temps que nous habitons le quartier ou que nous y passons souvent. Passé l'enthousiasme de prime abord, il nous a paru aussi qu'en termes de pratiques, de méthodes et de perspectives cette lutte revêtait des aspects qui valaient la peine de s'y intéresser et de les partager.

Le choix d'une assemblée d'abord, qui rassemble des compagnon-ne-s, qui s'organisent aussi ensemble par ailleurs, et des personnes du quartier qui sont sous *sfratto* ou qui s'intéressent au parcours de lutte en cours. S'y pose, la question de l'organisation avec des individus qui font le choix de lutter pour sortir d'une situation à laquelle, isolés, ils ne trouvent pas d'issue. Il n'est pas question là de demander des logements sociaux ou une réforme qui mettrait fin aux expulsions de logements, mais de s'opposer concrètement à ces expulsions, en s'organisant sans médiation et sans revendication. Il s'agit de trouver par nous-mêmes (nous entendons là tous les participants à la lutte) un moyen de résoudre le problème dans l'immédiat, notamment par les occupations. En outre, l'objet de cette lutte a la caractéristique de ne pas se poser que dans le court terme mais d'avoir une existence dont la fin n'est pas imaginable en dehors d'un bouleversement radical de la société. De fait, nous ne pensons pas que l'État soit en mesure de mettre fin au « problème du logement ». À cela, s'ajoute le fait que même les maigres concessions que faisait encore l'État ne sont aujourd'hui plus d'actualité : même de miettes, il ne reste rien. Ainsi, dans la mesure où les risques de récupération sont minces puisqu'il n'y a rien à proposer, et que cette lutte s'inscrit dans une continuité, il est possible de l'envisager avec des perspectives à long terme. Elle est en effet constituée d'étapes successives permettant une évolution tangible et

¹Quartiers de Turin. Voir carte p 4.

² *Sfratto* (*sfratti* au pluriel) : c'est une expulsion de logement, suite à un impayé de loyer ou de prêt. Les *sfrattandi* sont les personnes sous le coup d'une procédure d'expulsion. Les *sfrattati* sont les personnes qui ont été expulsées. Voir p 9.

déjà largement perceptible depuis un an et demi qu'elle dure.

En revanche, ces perspectives vont de pair avec un certain nombre de limites. La continuité de la lutte a pour risque de n'être assumée que par les compagnon-ne-s dans la mesure où beaucoup de *sfrattandi*, une fois qu'ils ont trouvé une autre solution, cessent de participer à l'assemblée. De plus, s'il n'y avait pas une recomposition permanente des modalités de lutte due aux changements de stratégie des flics, et donc liée à un calendrier imposé par eux, la cristallisation de sa forme pourrait en être une autre limite. Alors qu'elle éprouve déjà des difficultés à s'autonomiser, le risque serait d'aboutir à une assemblée pérenne et immuable qui entrerait dans une sorte de routine. Cependant, dans l'hypothèse où ces limites seraient au fur et à mesure dépassées, il est d'ores et déjà imaginable que la réactivité du quartier et les formes que prend cette lutte pourraient amener à une situation ingérable pour les flics et l'État.

Si nous avons rassemblé ces quelques textes, ce n'est en aucun cas pour ériger cette lutte en modèle et en faire un exemple à suivre, mais parce que nous pensons que l'échange de ce type d'expérience permet, là où nous luttons, d'enrichir les débats et d'élargir le champ des possibles. C'est aussi l'expérience d'autres luttes, qui, ici à Turin, nourrit la lutte en cours, que ce soient celles qui ont précédé et continuent dans ces mêmes quartiers, ou les récits de lutte de compagnon-ne-s d'autres villes ou pays.

Les textes qui suivent sont pour la plupart des traductions de textes écrits sur place. Certains d'entre eux ont été publiés sur le site *Macerie*³, qui rassemble des récits d'événements survenus dans les centres de rétention, ainsi que des chroniques et histoires de Turin. Nous en reproduisons d'autres qui sont issus du journal mensuel anarchiste italien *Invece*. Ces derniers, principalement adressés aux compagnon-ne-s, replacent les événements en terme de perspectives. Nous regroupons aussi divers tracts diffusés lors des piquets anti-*sfratti* ou de nouvelles occupations et quelques affiches collées dans le quartier. Certains textes, pour finir, ont été écrits à l'occasion de l'élaboration de cette brochure en septembre 2012. Ils sont présentés ici dans l'ordre chronologique du déroulement de la lutte, à l'exception des deux derniers qui présentent des aspects plus théoriques et de perspectives.

³ www.autistici.org/macerie/

BREVE CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE EN COURS

Dans le quartier depuis quelques années, l'agitation autour des rafles et des centres de rétention et la présence régulière des compagnon-ne-s dans la rue en situation concrète de résistance à la police permet de fréquentes rencontres.

À la fin des années 2000, des centres sociaux inondent la ville de tracts et d'autocollants invitant qui est sous *sfratto* à passer à la permanence légale, proposant avocats, négociations et moyens de pression pour repousser la date de l'expulsion et obtenir des logements sociaux.

La résistance qui se met en place à Porta Palazzo puis à Barriera di Milano en prend le contrepied. Pas de support juridique, pas de demande de relogement, et pas de prise en charge du problème par une tierce personne. La proposition est de résister ensemble : *sfrattandi*, ami-e-s et solidaires.

Une rencontre d'abord, en janvier 2011, avec une famille qui souhaite résister à son expulsion tout près de la place du marché de Porta Palazzo. Mais cette fois, tout ne se passe pas aussi simplement que prévu : le *sfrattando* est devant l'immeuble avec des ami-e-s et des solidaires. Alors l'huissier se voit contraint à renvoyer le *sfratto* à une autre date.

Les banderoles et diffusion de tracts, qui accompagnent les personnes venues empêcher physiquement l'huissier d'entrer dans l'immeuble lors des piquets anti-*sfratto*, rendent visibles la situation, le bouche à oreille surtout fait son effet. Au fur et à mesure, de plus en plus de personnes sous *sfratto* se rencontrent. Elles commencent, fin 2011, à se réunir une fois par mois autour d'un repas pour discuter.

Suite à l'expulsion d'un immeuble occupé Corso Giulio Cesare au mois de novembre de la même année, nouvelle rencontre fortuite : des compagnon-ne-s se joignent aux expulsés, et le 1er décembre illes occupent l'immeuble de Via Lanino. Au repas anti-*sfratti*, l'idée fait son chemin : il devient possible et envisageable pour beaucoup d'occuper à leur tour. Le 8 mars 2012, alors que les piquets anti-*sfratti* se multiplient, la famille qui résistait depuis un an et quatre mois est expulsée. Cette fois, il n'aura pas suffi d'un huissier et d'un serrurier : il n'y a pas moins d'une centaine de flics ce matin-là qui boucle le quartier. Une petite manif aux alentours rend encore plus visible la présence des flics et en explicite la raison.

À peine une semaine plus tard, le 16 mars, cette même famille, quelques compagnon-ne-s et d'autres *sfrattandi* occupent la maison de Corso Novara. Cette occupation est l'occasion de nombreuses rencontres et apporte un nouveau souffle à la lutte qui est désormais concrétisée par un lieu. Dès lors, c'est un dimanche sur deux qu'on s'y retrouve en assemblée pour résister aux *sfratti*.

Dans le même temps, la lutte prend un autre tournant quand les différentes personnes sous *sfratto* commencent à venir toujours plus nombreuses aux piquets les unes des autres.

C'est dans le courant du mois d'avril que les flics dévoilent une nouvelle stratégie : concentrer tous les *sfratti* auxquels nous résistons sur une seule et même date. C'est ainsi que cinq piquets se sont tenus le 19 juin, et bien qu'il n'y ait eu aucune expulsion, quelques jours après, le 22 juin, était occupé l'immeuble de Via Soana. Cette fois sans compagnon-ne-s, mais par des personnes agrégées autour de la dynamique d'occupation. Puis encore des «dates uniques», toujours le troisième mardi du mois, avec quatre piquets le 17 juillet et neuf le 18 septembre 2012. D'autres sont à venir.

La procédure judiciaire du sfratto

Turin est la ville d'Italie qui concentre le plus de sfratti à l'année. La préfecture parle de 3285 sfratti sur l'année 2011, et déjà 1800 sur les six premiers mois de l'année 2012. Les raisons qui amènent à se retrouver sous le coup d'un sfratto peuvent être multiples. Le premier cas est évidemment celui de ne plus payer le loyer. Il peut aussi s'agir d'une cessation de paiement de prêt, auquel cas, c'est la banque qui réclame le sfratto. D'autres fois, il s'agit plus simplement d'un non renouvellement de bail par le propriétaire ou de la vente du logement.

La plainte est examinée par un tribunal civil, audience à laquelle est convié le locataire ou futur sfrattando par un recommandé. Assisté d'un avocat, il pourrait obtenir un premier délai, mais bien rares sont les cas où ce recours est exploité. Le plus souvent, le sfrattando reçoit quelques jours après l'audience un simple courrier l'informant du prochain passage de l'huissier, qui n'aura pour cette fois qu'une valeur formelle et n'équivaut que très rarement à une expulsion effective, débouchant sur une prochaine date.

Le deuxième passage de l'huissier est exécutif. Il est alors précisé que celui-ci pourra avoir recours à la force publique, il est accompagné d'un serrurier et la présence du propriétaire est nécessaire. S'il rencontre une résistance, l'huissier renvoie indéfiniment jusqu'à l'exécution du sfratto avec finalement une intervention massives des flics.

Après l'exécution du sfratto, le propriétaire a l'obligation de se tenir à disposition du sfrattato pendant une certaine période, durant laquelle il doit lui ouvrir la porte pour lui permettre de récupérer ses affaires.

UNE ASSEMBLÉE POUR S'AUTO – ORGANISER

L'assemblée de la lutte anti-*sfratti* a lieu un dimanche sur deux dans une des maisons occupées. On se retrouve à 15h, discute un moment avec untel du dernier piquet ou avec telle autre des avancées de recherche de maison pour une nouvelle occupation. Ce moment d'informalité est le signe d'une des caractéristiques de l'assemblée, en ce qu'elle est basée sur un réseau de connaissances. À 16h, l'assemblée commence. Dans la salle, nous sommes parfois une quarantaine, d'autres fois jusque quatre-vingts. Les interventions sont traduites en arabe ou en italien.

On parle rapidement des dates des *sfratti* qui ne sont pas concentrés sur un même jour, les adresses des piquets, le nombre de passages de l'huissier, qui peut y aller. Puis, on réfléchit à comment s'organiser contre la stratégie de la "date unique" des flics, ou bien à l'organisation de la prochaine occupation.

Quand c'est nécessaire, on rediscute d'évènements passés : pourquoi on n'ira plus résister chez untel depuis qu'on a découvert qu'alors même qu'il ne payait plus son loyer, il sous-louait une pièce à quelqu'un d'autre. Comment se fait-il que tout le monde ne soit pas venu à l'heure à tel *sfratto* quand l'horaire avait été discuté ensemble. Quelles sont les différentes situations dans les maisons occupées : déroulement des travaux, passage d'un logement individuel à la vie collective, division des espaces et assemblées, afin d'en tirer des conclusions pour que la prochaine occupation se passe mieux encore.

Le passage des repas anti-*sfratti* à l'assemblée, fait à l'occasion de l'ouverture de la maison de Corso Novara, a permis plusieurs avancées dans la lutte. Il aurait été facile sans cela que nous, compagnon-ne-s, devenions les secrétaires de la lutte, envoyant les messages conviant aux piquets, apportant tracts et banderoles et organisant les différents rendez-vous au sein de nos propres assemblées. En outre, cela a permis de passer d'un réseau de contacts aux mains de peu de compagnon-ne-s, parce que plus connu-e-s dans le quartier, à une possibilité de rencontre plus large, toujours informelle, où l'organisation est partagée. Ce n'est qu'à partir de ce moment là que certains problèmes – continuer de résister au *sfratto* d'une personne qui ne vient jamais à l'assemblée, par exemple — , mais aussi certaines situations, comme celle de la stratégie de la "date unique" des flics, ont pu être affrontés par l'ensemble des participant-e-s à la lutte.

Si le problème de la langue nécessite un effort, une fois surmonté, se dévoile le fait que beaucoup de personnes participant à l'assemblée n'en ont souvent jamais fait avant, et sont dans l'attente de la parole des compagnon-ne-s qu'elles ont tendance à considérer comme spécialistes. Ceci est un écueil difficile mais nécessaire à dépasser dans le but de tendre à l'autonomie de l'assemblée.

En un peu plus de six mois d'existence, l'assemblée a tout de même connu de notables évolutions. La stratégie de la "date unique" les a probablement accélérées. Aujourd'hui, des propositions plus offensives qu'il y a six mois nous n'aurions pas pensées possibles de faire à l'assemblée sont désormais portées par toutes et tous.



*Basta sfratti! Reprenons les maisons.
8 mars 2012 manifestation lors de l'expulsion de
la famille qui a résisté un an et quatre mois.*



*Résistons contre les sfratti.
Via Soana, maison occupée le 22 juin 2012*

DES LIEUX POUR CONCRETISER LA LUTTE

Coch Mrdoch, la Maison Volée

Le 1er décembre 2011 nous avons occupé un immeuble abandonné depuis quelques années au 2 Via Lanino, aux environs de Porta Palazzo, un quartier de Turin où vivent beaucoup d'immigrés, principalement chinois et maghrébins. À midi, à une quarantaine nous avons profité du moment de la relève de la police qui se poste en permanence sur la piazza della Repubblica, cœur de ce quartier, et nous avons ouvert tranquillement la porte d'entrée. Tout de suite une banderole est apparue au balcon surplombant la rue et divers tracts ont été distribués aux passants curieux. Dans le quartier beaucoup ont immédiatement témoigné de leur sympathie et de leur solidarité. Le groupe d'occupants est composé d'une dizaine de compagnons et d'une vingtaine de nord-africains, principalement Marocains.

Cette occupation arrive après une longue période de résistance aux *sfratti* et c'est, pourrions-nous dire, un pas en avant dans une lutte qui avance depuis un peu plus d'un an, impliquant compagnons et familles ayant prise avec ces problèmes. Une étape qui n'allait pas de soi et éprouvait des difficultés à se concrétiser étant donnée la faible propension de la part des *sfrattandi* impliqués dans cette lutte à se lancer dans une occupation sans aucune garantie de réussite.

Ce n'est donc pas un hasard de s'être retrouvés à prendre une maison à Porta Palazzo avec des immigrés. Les parcours de lutte dans le quartier, ces dernières années, ne se sont pas limités aux problèmes de logement. Lutter contre les CIE¹, les expulsions et les rafles a permis, avec le temps, de créer avec diverses personnes, principalement immigrées, des rapports de solidarité et de complicité.

L'opportunité de prendre une maison s'est présentée suite à l'expulsion d'un immeuble que l'on ne connaissait pas, cela a été un fait exceptionnel, qui n'était pas prévu et qui nous a permis d'expérimenter quelque chose que cherchions à faire depuis longtemps.

Se retrouver à lutter aux côtés d'immigrés, très souvent sans papiers et aux prises avec le problème des *sfratti*, n'a pas été un choix exclusif, il n'a été recherché aucun nouveau sujet révolutionnaire ni quelqu'un d'autre avec qui lutter. Plus simplement, les conditions d'exclusion auxquelles beaucoup d'entre eux sont confrontés, l'impossibilité d'être régularisé, d'avoir un travail et de trouver une maison n'ouvre aucune possibilité de médiation, posant directement tout sur un terrain de lutte. Occuper une maison par exemple est la dernière possibilité pour beaucoup de pouvoir vivre décemment.

¹CIE: Centro d'identificazione e d'espulsione. Prisons pour sans-papiers en Italie.

La rencontre entre les occupants et quelques compagnons, comme nous disions, a été fortuite et est arrivée alors qu'un immeuble où vivaient une centaine d'immigrés venait à peine d'être expulsé. À un premier échange d'impressions, où a été soufflée la possibilité de prendre une autre maison, ont suivi d'autres rencontres et assemblées avec toujours plus de participation, et en un peu plus de deux semaines l'immeuble de Via Lanino a été pris. Les temps relativement brefs et la nécessité de faire face à l'urgence de se loger ont dès le début caractérisé cette occupation. En premier lieu, s'est présenté le problème de la confiance. Comment pouvait-on affronter les discussions, parfois détaillées sur quand et comment faire l'occupation, si par exemple un minimum de discrétion n'était pas assuré ? Et comment, par ailleurs, se faire comprendre des gens avec qui nous commençons à peine connaître ? Seules les rencontres et les assemblées ont résolu en partie ce problème. Cela vaut la peine de souligner cette étape car justement nous croyons que la connaissance et la confiance réciproque sont la base de projets de ce type, où les relations entre les personnes ne sont pas gérées par la médiation d'une structure telle qu'un comité de soutien ou un comité de lutte pour le logement mais, au contraire, se basent sur la connaissance directe entre les occupants. Pour beaucoup cela semblera sûrement une évidence, à tort, lorsque l'on se trouve confrontés, comme dans ce cas, avec des personnes qui déjà à leur manière se trouvent dans une situation d'illégalité parce qu'occupants de maisons ou parce que clandestins. Cette étape est fondamentale et très difficile à résoudre parce qu'il ne suffit pas de quelques assemblées bien réussies pour acquérir la confiance de ceux que nous avons en face, il y a besoin de temps pour faire en sorte que chacune de nos paroles et de nos discours soient suivis de faits et de décisions conséquentes.

Au delà des discussions et des assemblées préparatoires, ce qui a le plus clarifié la situation, surtout dans les têtes des compagnons, ont été les premières semaines d'occupation. Même si dès les premiers jours il y avait la possibilité de se diviser les divers appartements, nous avons cherché à rester tous ensemble pour rendre habitable chaque logement et éviter à certains de devoir assumer seul d'énormes travaux. Cette solution a été dictée par la volonté de gérer la maison dès le début de façon collective, évitant ainsi de faire vivre cet espace comme un triste immeuble de voisins anonymes. À cette proposition, durant les premiers jours de l'occupation, et ensuite avec des cadences petit à petit plus espacées, s'est tenue une assemblée de gestion, même s'il n'était pas facile de discuter, et ceci, au-delà des problèmes de traduction. C'était dû à deux facteurs. En premier lieu, notre incapacité à nous compagnons, à affronter une assemblée de ce type, habitués que nous sommes à des discussions plus fermées, quelques fois idéologiques, durant lesquelles beaucoup d'étapes et de raisonnements sont considérés comme évidents. Le second aspect a été la difficulté, ou dans quelques cas la volonté, parmi certains des occupants de ne pas considérer la maison comme collective et de ne pas vouloir en conséquence résoudre concrètement et en personne les problèmes auxquels d'une fois sur l'autre nous étions confrontés. Surtout au départ, il y avait une tendance de la part de beaucoup, habitués à avoir affaire à des organisations

et associations caritatives, à laisser la responsabilité aux “ Italiens ”, tenant pour sûr que nous pourrions résoudre seuls tous les problèmes. Le fait d’occuper une maison, de résoudre le problème d’un hébergement, n’était et n’est pas l’unique question posée par cette occupation. Il est tout autant significatif de résoudre des questions pratiques que l’est la possibilité d’échanges et d’expérimentation que cette situation offre. Quelques mois sont passés et Via Lanino représente une indication de lutte pour beaucoup de ceux qui ont des problèmes de maison. Parler maintenant d’occuper est plus facile y compris avec ceux parmi les *sfrattandi*, qui, jusqu’à il y a peu, émettaient beaucoup de doutes. La possibilité d’amplifier cette pratique dans le quartier dans lequel nous vivons, en impliquant beaucoup de ceux qui se sont approchés de l’occupation, se concrétise. Tout comme le parcours de lutte contre les *sfratti*, dont par certains côtés est partie cette occupation, et qui évolue vers des situations toujours plus intéressantes. Il est important de développer des parcours de lutte autonomes en dehors des logiques revendicatives. Avec des formes d’organisation fluides et non idéologiques, de manière à ce que ces situations deviennent un terrain sur lequel construire d’autres parcours de luttes impliquant d’autres exploités, dépassant le cadre restreint dans lequel ces situations naissent, ici celui du logement.

Au-delà des limites et des problèmes posés par cette occupation, il reste le fait que, après les assemblées de la maison et la discussion avec les voisins, les tournois de baby-foot et les fumées de narguilé, l’occasion de pouvoir étendre et développer des connaissances et des relations fondées sur un rapport de solidarité et de connaissance réciproque reste vive. Et pas seulement à l’intérieur du groupe des occupants, mais aussi parmi ceux qui pourraient voir en cette occupation un exemple d’auto-organisation à suivre et peut-être à élargir à d’autres situations. Et ceci, à Turin, surtout dans un quartier comme Porta Palazzo, pourrait faire la différence avec la police dans les rue à côté des clandestins ou en face d’un huissier entouré des flics et avec à la main une notification de *sfratto*.

Quelques-uns des occupants

Invece n° 13, mars 2012

Texte distribué dans le quartier, lors de l’ouverture de Via Lanino le 1er décembre 2011 et dans les jours qui ont suivi.

Nous sommes vos nouveaux voisins...

Ce matin nous sommes entrés dans un immeuble abandonné au 2 Via lanino, au Balon', pour y habiter. Certains d'entre nous ont été jetés dehors des maisons dans lesquelles ils vivaient, expulsés ou sfrattati avec violence par la police. Une opération qui ajoute une

nouvelle maison vide aux milliers déjà présentes dans la ville. C'est cela le vrai problème. Louer une maison est très difficile pour tous, à cause de toutes les garanties que les propriétaires demandent. C'est encore plus difficile de réussir à continuer de payer ce loyer mois après mois. La majeure partie des maisons libres en ville sont entre les mains de peu de propriétaires privés ou de sociétés immobilières. Ainsi, dans cette ville comme dans d'autres, Les sfratti qui menacent de jeter à la rue des centaines d'hommes et de femmes sont toujours plus nombreux. Avoir un toit au dessus de la tête devient un luxe. Nous croyons en revanche que tous devraient pouvoir avoir une maison ou vivre. Et où vivre bien, sans devoir être contraints à être entassés dans des espaces minuscules à cause du manque d'argent ou de papiers. C'est pour cela que nous avons décidé d'occuper des appartements vides. Nous sommes parmi les nombreuses personnes qui veulent une maison.

Il est important de se rendre compte que nous ne sommes pas seuls. La solidarité est le premier pas pour résister à la menace des sfratti . Discuter, s'aider et lutter ensemble est le présupposé pour pouvoir prendre, et défendre, une maison.

Scarface

Scarface c'est le nom de la première occupation qui part de la lutte même. L'immeuble, propriété du *Ministero delle Infrastrutture*, sous séquestre de la « *Ndrangheta* » (mafia calabraise) a été ouvert le 16 mars au 9 Corso Novara. La solidarité des voisins a été importante.

Ci-dessous le texte qui a été diffusé à l'ouverture.

Lettre aux voisins

Chaque jour, à Turin, des dizaines d'individus et de familles sont expulsés et jetés hors de leurs maisons, souvent croulantes et invivables, parce qu'ils ne peuvent plus payer les loyers exorbitants, qu'ils aient perdu leur travail ou qu'ils se soient fait avoir par leur patron. Les propriétaires d'immeubles, les huissiers et la mairie ne pourraient pas moins s'en préoccuper. Nous sommes quelques-unes des nombreuses personnes touchées par ce problème, et nous avons compris que pour le résoudre nous ne pouvons que nous organiser entre nous, en construisant des liens de solidarité et en cherchant ensemble les solutions sans attendre la moindre concession de quiconque.

Nous avons résisté quand ils voulaient nous expulser, avec l'aide de nos amis, de nos parents et de solidaires, nous avons obtenu des renvois seulement parce que nous nous sommes imposés avec détermination. En faisant ceci, naturellement nous avons rencontré d'autres personnes sous sfratto ou solidaires, dans et hors de ce quartier, pour s'aider réciproquement : se soutenant et trouvant un accord, nous avons réussi à tenir nos maisons

quelque temps. Aujourd'hui nous avons décidé d'occuper, de prendre un espace laissé à l'abandon depuis des années. Nous n'avons attendu la réponse de personne parce que c'est à nous, les premiers concernés, de décider et agir... Le soutien le plus fort est celui des voisins, de ceux qui vivent dans ces rues et affrontent les mêmes problèmes que les nôtres. Cette maison a besoin de soutien et c'est pour cela que nous sommes là à nous présenter et à vous expliquer nos raisons.

Ni concession ni charité

[Nouvelle occupation après la journée du 19 juin]

Depuis ce matin 22 juin 2012, au cœur de Barriera di Milano, il y a une nouvelle occupation d'habitation. Au 31 Via Soana : juste derrière Piazza Crispi, au milieu de la toile de rue qui lie Corso Novara, Corso Giulio Cesare et Corso Vercelli. Une vingtaine d'occupants, dont quatre familles avec enfants, tous sous *sfratti*, expulsés ou venant directement de l'expérience des dormitorio¹. Ils se sont rencontrés ces derniers mois durant les piquets qui se succèdent l'un après l'autre dans le quartier pour barrer la route aux huissiers et ont décidé de n'attendre ni concession ni charité.

Ils ont décidé de lutter ensemble et se sont présentés à leurs nouveaux voisins avec ce texte :

Dernièrement il est facile de se trouver sans toit au-dessus de la tête. Quelqu'un à qui ça ne va pas de payer un loyer injuste et élevé et finit ainsi sous la menace d'un sfratto. Souvent cependant, en attendant l'huissier et le propriétaire, le jour de leur passage il y a des solidaires et différentes personnes avec le même problème décidés à résister et à obtenir un renvoi. La résistance au sfratto peut durer des mois et des mois, mais un jour ou l'autre, la police, peut-être parce qu'elle en aura assez, te jettera hors de chez toi par la force. Il y a d'autres gens qui vivent déjà dans la rue, qui courent d'un dormitorio à l'autre, avec l'impression d'être toujours en retard, et quand ils le sont réellement se contentent d'un banc inconfortable. Des gens sous sfratto, expulsés ou qui n'ont pas de maisons se sont rencontrés, se sont rendus compte qu'ils n'étaient pas seuls mais aussi qu'ils étaient capables de trouver une solution ensemble. Nous n'avons attendu aucune concession ou demandé aucune charité... Il y a tant de maisons abandonnées qui se dégradent parce qu'elles n'intéressent personne. Aujourd'hui nous en avons trouvé une qui peut tous nous accueillir. Aujourd'hui nous ouvrons cette maison, commençons à la nettoyer, à la rénover et à y vivre. Nous sommes vos nouveaux voisins !

Texte trouvé dans la rue les jours suivant l'occupation

¹dormitorio: équivalent italien des centres d'hébergements d'urgence français.

Rivolta contro gli sfratti Un giorno di barricate



Martedì 18 settembre. Tra Barriera di Milano e Porta Palazzo la Questura ha deciso di concentrare numerosi sfratti. Dall'alba i quartieri sono stati assediati da circa 15 camionette di celere, quasi 200 sbirri con l'obiettivo di sbattere in strada più persone possibile. Sono riusciti ad eseguire solamente tre sfratti di case ormai vuote o di famiglie che non volevano resistere. D'altra parte chi ha resistito mangia e dorme ancora con un tetto sulla testa. Davanti ai loro portoni si sono radunati gli amici e i solidali, sistemando cassonetti e costruendo barricate per ostacolare l'arrivo della polizia. Quando questa si è avvicinata, la difficoltà a intervenire e la determinazione di chi resisteva gli ha fatto cambiare idea, e sono tornati sui loro passi. Dopo dodici ore passate sulle barricate, in questi otto sfratti si è ottenuto un rinvio.

Affiche sur le 18 septembre voir p 24.

«Révolte contre les sfratti»

«Une journée de barricades»

Titre en une de l'édition locale de la Stampa, le 19 septembre 2012.

UNE MANIÈRE DE RÉSISTER : LES PIQUETS

Un récit du 19 juin

Mardi 19 juin 2012, 4h du matin, sur une place, Via Montanaro, dans le quartier de Barriera di Milano.

Nous sommes un peu plus d'une trentaine à être venus au rendez-vous donné dimanche lors de l'assemblée anti-*sfratti*. Le 19 est un jour particulier dans l'ordinaire des expulsions locatives à Turin car sept *sfrattandi* décidés à résister l'ont fait savoir à l'assemblée. Cette date commune a été décidée par la préfecture pour qu'il soit rendu plus difficile de s'organiser pour résister aux *sfratti*.

D'abord un rassemblement a lieu devant l'immeuble d'un *sfrattando* qui ne paye plus le crédit à la banque depuis des années. C'est le cinquième passage de l'huissier, ce qui pourrait impliquer à ses côtés la présence massive des flics pour procéder à l'expulsion.

Tables avec thé, gâteaux, banderoles accrochées sur la place. À 7h, sept ou huit camions de *carabinieri* passent dans la rue, on apprendra après qu'ils allaient expulser sans résistance deux appartements laissés vides car une solution de logement avait été trouvée. Les habitants participaient ou participent à l'assemblée contre les *sfratti*. Un rassemblement de la Lega Nord¹ a lieu devant l'un des appartements expulsés en soutien au proprio².

À 7h30, trois camions de *carabinieri* se garent Via Montanaro accompagnés de l'huissier et de la *digos*². On se rassemble pour certain-e-s devant l'entrée de l'immeuble : slogans contre les *sfratti* et les flics, bruits de casseroles, tandis que d'autres se placent sur le boulevard avec une banderole pour détourner la circulation vers la Via Montanaro et pour diffuser des tracts et les lire au mégaphone. D'autres sont dans l'appartement, habitants et solidaires. On est un peu plus d'une quarantaine et on fait tout ça en même temps. Les voisins sont à la fenêtre ou dans la rue, les passants s'arrêtent. Pendant ce temps là, les flics sortent de leurs camions, y retournent et la *digos* semble prendre des notes. Au bout d'une demi-heure environ l'huissier s'approche de la fenêtre, demande si l'habitant refuse l'expulsion et donne une nouvelle date, le 18 septembre. Sur un même ordre de la préfecture, les différents *sfratti* de la journée auxquels on va se rendre vont être renvoyés au 17 juillet ou au 18 septembre. Du coup on continue les slogans, mais avec un peu plus de joie et de rage ! Il reste toujours deux camionnettes de flics. On attend qu'ils partent, puis on n'attend plus, il faut rejoindre les autres piquets.

¹ Lega Nord : parti indépendantiste et xénophobe italien.

² Digos : police politique italienne mêlant renseignements et interventions.

Alors on y va à pied sur le boulevard, avec les banderoles, les tracts et les slogans, une balade mais un air de manif. On est suivi par les mêmes camions et sûrement la *digos*. On prend le Corso Giulio Cesare jusqu'à la Via Cuneo. Le groupe se scinde en deux, diffant des tracts et dépliant des banderoles sur les deux boulevards. Les flics restent un temps puis s'en vont. L'huissière arrive pour la deuxième tentative de *sfratto* sur cet appartement. La prochaine date est fixée au 18 septembre, quelques échanges mais pas moyen de changer la date, ordre de la préf'. Un peu plus tard on se retrouve devant une autre porte d'immeuble, où le proprio a appelé les flics car on l'empêche de rentrer. Il le regrettera un peu, vu le nombre qu'on est ça risque de mal tourner. Il s'en va avec l'huissier, *sfratto* reporté au 17 juillet. On se retrouve tous devant un immeuble dont c'est le premier *sfratto*. On pose deux banderoles, une en arabe, une en italien. Quelques tracts distribués, quelques échanges avec les passants, avec certain-e-s qui sont intéressés plus particulièrement par ce qu'il se passe, parce qu'ils ne payent plus ou parce que déjà sous *sfratto*. On leur explique pourquoi on est là, on les invite à l'assemblée du dimanche. Nous sommes nombreu-ses-x mais fatigué-e-s, pas besoin d'être autant pour un premier passage d'huissier, quelques personnes suffisent et il n'y a plus trop la force de rendre visible ce qui se passe. Le même jour, flics, propriétaires et huissiers ont expulsé une famille dans un autre quartier de Turin, qui luttait avec le centre social Gabrio. Les *sfrattati* et les solidaires ont ouvert un immeuble le jour même de l'expulsion.

Le jeudi 21 juin il y avait deux *sfratti* pour lesquels les habitants voulaient résister. Deux groupes de solidaires se rendaient à 8h devant chaque immeuble pour attendre l'huissier. La proprio de l'immeuble où nous étions était là en même temps que nous. L'huissier n'a pas tardé à arriver, accompagné d'un serrurier car il venait expulser un autre appartement (vide). On les bloque devant la porte puis on les laisse passer sans qu'ils rentrent pour autant chez l'habitant. Le serrurier qui a effectué son sale boulot s'en ira en oubliant sa voiture de peur de la désigner et de ne pas la retrouver en bon état de marche.

On ne les a pas empêchés de faire tout leur sale boulot, car il semble que l'on ne soit pas là pour éviter toutes les expulsions coûte que coûte, telle une brigade anti-*sfratti*, mais plutôt de se solidariser avec les *sfrattati* qui souhaitent s'opposer aux expulsions, en s'organisant et luttant sans médiation.



J., juillet 2012

Tactique

[Retour sur le 17 juillet]

Belle idée, celle de la préfecture de Turin, pour résoudre le problème de longue date de la résistance aux *sfratti* dans la ville, « suggérer » au chef des huissiers de concentrer le plus de passages possibles dans la matinée. En théorie, cette démarche permet de mobiliser un bon nombre de policiers, et de diviser la résistance en de nombreux piquets si petits qu'ils peuvent être expulsés sans faire d'histoires. Cette tactique a été adoptée pour la première fois le 19 juin, une journée dont nous avons déjà parlé. Mardi 17 juillet, bis : au moins six *sfratti* le même jour (un Via Mercadante, un Via San Donato, un Via Venaria, deux à Barriera di Milano et un à Porta Palazzo), dont au moins les trois premiers avec un piquet devant la porte ; ils ont réussi à exécuter... seulement le premier. Et pour tous les autres, un report d'au moins deux mois. Cette fois comme le 19 juin, les propriétaires et leurs défenseurs ramènent à la maison un butin très mince. Pour l'instant, donc, la pensée de la préfecture se limite à ceci : cherchons le piquet le moins garni, et limitons-nous à intervenir là où ça nous coûte le moins.

Sur la résistance de Via San Donato, il y a un article dans la presse. À propos de la résistance Via Venaria, cependant, cela vaut la peine d'écrire quelque chose, parce qu'elle s'est conclue de manière différente des autres. Ici aussi, un groupe de plusieurs dizaines de solidaires se concentre devant la porte à la première lueur de l'aube. Mais de toute la journée, on ne voit pas l'ombre d'un policier, d'un serrurier, d'un huissier. Vers une heure le *sfrattando* s'impatiente et appelle l'huissier Mazzeo, qui avoue être passé, mais sans s'approcher. Et certainement pas par crainte – puisque le Mazzeo est un huissier de justice entier –, mais par perfidie, parce qu'il aime à laisser les piquets rougir au soleil ou geler dans le froid, selon la saison. Cependant, il promet de passer dans l'après-midi, vers seize heures. Apprenant la nouvelle, les solidaires se divisent : certains s'en vont, et une dizaine s'enferme dans la maison avec le *sfrattando*. À seize heures, comme promis, l'agent vient, fanfaronnant comme toujours, accompagné de son serrurier personnel, de deux policiers patrouilleurs, de deux officiers de la *digos* et d'un représentant de la propriété. Mazzeo n'y croit pas, être enfin en mesure d'exécuter l'ordonnance d'expulsion ! Il demande au serrurier de forcer la porte. Le serrurier sort un pied de biche, quand soudain le téléphone de Mazzeo sonne. À l'autre bout du fil, le secrétariat du propriétaire, qui l'informe que son bureau vient d'être envahi par quelques dizaines de personnes, qui veulent y rester jusqu'à ce que soit accordé un renvoi. C'est assez pour faire faire marche arrière à Mazzeo, parce que la pensée d'un propriétaire énervé le fait plus chier que la vue d'un locataire qui ne paye pas. Et dans ce cas, le propriétaire n'est pas n'importe quel riche, mais George Molino. Et la sérénité de son parc immobilier vaut bien plus qu'un renvoi de deux mois.

D'après ce que nous savons, c'est la première fois qu'il s'obtient un renvoi par le biais de quelque chose qui se déroule en dehors du *sfratto*. Rien d'extraordinaire, et, au fond, rien de nouveau à Turin. En effet, juste une simple idée à la limite de la banalité, la possibilité d'élargir l'éventail des formes que cette lutte aura à l'avenir, d'examiner les responsabilités du " problème *sfratti* ", et surtout de sortir du coin confortable mais étroit de la résistance pour reprendre la main, l'initiative, et passer à l'offensive.

(Mais que viennent faire les tactiques militaires de la préfecture avec un problème éminemment social tel que les expulsions ? Elles sont là parce que c'est aux flics et aux carabinieri que les institutions turinoises ont délégué la question dans sa totalité – c'est ce qu'ils font dire tout le temps aux journaux. C'est une période de vache maigre pour tous, les ressources sont rares et le théâtre des offres, des compromis, des demi-concessions, moyens par lesquels le sous-préfet, la circonscription municipale tentent normalement d'acheter la résistance et la lutte n'ont pas l'argent pour exister. Inutile de quémander aux institutions, souvent elles ne répondent pas ; et si elles répondent c'est en retard et avec bien peu à offrir. Aucune discussion ni médiation, seulement les flics. Pour ceux qui, comme nous, aiment avoir de claires lignes de ruptures, *va bene così*.)

Macerie, 19 juillet 2012



*Résistance aux sfratti
Contre les propriétaires et la police
Banderole Via Barbania, un des piquets du 18 septembre 2012.*

12 septembre, piquet offensé passe à l'offensive

Piquet anti-*sfratto* Via Ascoli, dans le quartier San Donato, dans la matinée du mercredi 12 septembre 2012. Coincé entre un propriétaire agressif et impatient de retourner immédiatement en possession de ses biens, et une famille qui a décidé de résister, l'huissier de justice propose une prolongation de six jours seulement. Un renvoi trop court pour permettre aux locataires de trouver une solution, et qui repousse le problème à un jour où sont déjà prévus au moins une douzaine de *sfratti*. Excès de zèle ou provocation, les *sfrattandi* refusent avec indignation l'offre, et les solidaires commencent à invectiver l'huissier, le propriétaire et les flics présents.

La situation chauffe rapidement : la police appelle des renforts, les solidaires aussi, et en quelques minutes le piquet grandit jusqu'à une cinquantaine de personnes. À l'arrivée des premières patrouilles, deux bacs sont placés en travers de la route pour protéger la porte et sont utilisés comme des tambours pour battre le tempo des slogans « Basta *sfratti* » et « La casa si prende, l'affitto non si paga » (La maison se prend, le loyer ne se paie pas). Plusieurs passants s'arrêtent et regardent, les voisins s'entassaient aux fenêtres, tandis que le propriétaire et son avocat disparaissent rapidement et que l'huissier commence à s'entretenir avec des fonctionnaires de la préfecture de police. Après un quart d'heure de boucan, l'huissier propose – et beaucoup étaient prêts à parier sur la date – un renvoi au mardi 16 octobre 2012. Les locataires acceptent, la situation revient à la normale rapidement et un long applaudissement salue la détermination de tous.

Ce n'est pas la première fois à Turin qu'on déplace des bacs pour résister à un *sfratto*, mais c'est certainement la première fois que cela se produit pour protester contre un renvoi offensif et insidieux. Bien que ce soit d'un côté un signe d'intelligence et de volonté de se battre de la part des locataires menacés de *sfratto* et des solidaires, de l'autre il est également clair qu'il devient difficile d'obtenir un renvoi décent sans effort. Les marges de négociation deviennent plus minces, et le niveau de la confrontation monte. Dans les prochains jours nous allons voir jusqu'où les parties sont disposées à aller, et la force et la détermination qui seront mises en jeu.

Macerie, 13 septembre 2012

18 septembre... Une journée de barricades

Depuis des semaines, mes pensées sont concentrées sur cette journée. Ce 18 septembre, il y a 12 *sfratti* auxquels l'assemblée a prévu de résister. Finalement il est quatre heures du matin et je me dirige vers le piquet sur lequel je me suis engagée. Il y en a neuf tous plus ou moins dans le même quartier, la plupart ne sont pas éloignés de plus de 500 mètres les uns des autres. Trois personnes ont préféré ne pas résister. Pour les autres, nous nous sommes organisés en petits groupes de solidaires et de *sfrattandi* pour étudier la résistance à mettre en place sur chaque piquet.

Sur le piquet de Via Barbania, nous sommes une vingtaine. Dès notre arrivée, nous disposons des bacs à ordures en demi-cercle devant le portail de l'immeuble, et d'autres à deux points de la rue afin de la bloquer complètement en cas d'arrivée des flics. Nous déployons des banderoles : « résistance aux *sfratti* : contre la police et les proprios », « les banques et les proprios veulent nous expulser : gardons la maison ». Les minutes s'écoulent, tendues, dans l'attente de nouvelles des autres piquets. Expulsion en cours Via Montanaro, à résister ils ne sont pas nombreux, la famille occupe déjà une autre maison. Puis Via Cuneo, une des familles qui avait décidé de ne pas résister. Les flics ont commencé leur ronde. Très vite, nous apprenons que trois personnes ont été arrêtées Via Montanaro, et que l'un d'entre eux, par un coup de matraque, s'est fait ouvrir la tête. La nouvelle augmente notre détermination. Les déplacements des keufs nous parviennent par messages. Bientôt ils sont juste à côté, via Feletto, et semblent s'attaquer au piquet. Les barricades sont renforcées, en un instant ils sont quarante derrière, l'une d'elle prend feu, des pétards sont lancés. Les flics font rapidement machine arrière et s'en vont. Peu de temps après, premier renvoi : la Piazza della Repubblica a obtenu une date un mois plus tard que celle prévue par l'huissière. Partout dans le quartier, les gens s'arrêtent aux piquets. La plupart en ont déjà vu et savent de quoi il retourne. De mille manières différentes, en saluant, en s'arrêtant pour discuter, en proposant un peu de café ou de nourriture, le quartier manifeste sa solidarité.

De notre côté, on s'alarme un peu, les municipaux semblent bloquer les rues alentour, en cinq minutes nous sommes plus de cinquante. C'est une fausse alerte. Entre-temps, il est maintenant aux environs de 9h, les flics semblent s'être retirés. Nous avons gagné la partie ? Pas tout à fait, l'huissier doit encore passer, et nous l'attendons de pied ferme, prêts à faire en sorte d'obtenir le renvoi le plus éloigné possible, et qui ne soit pas le même jour qu'un autre.

Il est 10 ou 11h quand un groupe d'une centaine de personnes se rassemble et se balade dans le quartier : « Basta *sfratti* ». Dépassant notre piquet, il se dirige tout droit vers la caserne des *carabinieri* : s'ils arrêtent quelqu'un d'entre nous, qu'ils ne s'attendent pas à ce qu'on leur foute la paix. Et voilà que le petit cortège se transforme en un rassemblement bruyant devant la caserne. Nous on est à cinq cent mètres de là et on

entend la rumeur du rassemblement. Au bout d'un moment, alors que la porte de la caserne a été généreusement recouverte de tags et sa caméra obscurcie, les flics anti-émeute arrivent et se mettent en ligne, prêts à charger. Le rassemblement reprend la forme d'un cortège et se dirige vers Piazza Crispi, où se tient l'un des piquets. De notre côté, il semble que l'huissier ne passera plus avant le début de l'après-midi, pendant environ deux heures on peut relâcher un peu la tension.

Au cours de la matinée, d'autres piquets ont obtenu des renvois, et en faisant un peu de bordel, ils ont obtenu plusieurs mois, tous en dehors du troisième mardi du mois. Finalement, vers 16h, l'huissier a dû avoir eu vent de notre impatience, car alors que nous nous apprêtions à aller déranger ces messieurs-dames de plus près, le voilà qui se pointe. À la nouvelle de son arrivée, trente personnes rappliquent et l'entourent. Il fait pas le malin, et donne trois mois de report. Et tu vas où après ? Via Feletto ? Très bien, nous aussi, on t'accompagne. Il y a cinq cent mètres à parcourir, on l'entoure. Mauvais calcul, sur le chemin, on passe devant la caserne dont les journaux diront qu'elle a été assiégée le matin, il y a encore plein de flics devant, qui surveillent que le travail de faire oublier les tags qui en recouvraient la porte soit bien effectué. Et voilà notre huissier qui s'échappe et qui se réfugie auprès de ses pairs flics. À cinquante mètres, contre ce jeu de cache-cache, le piquet est impuissant. On se rassemble donc derrière les barricades qui ont défendu le piquet quelques heures auparavant. Slogans, chants, quelques personnes munies de bâtons battent le rythme sur les bacs à ordures renversés. On est environ cent cinquante, euphoriques de la journée.

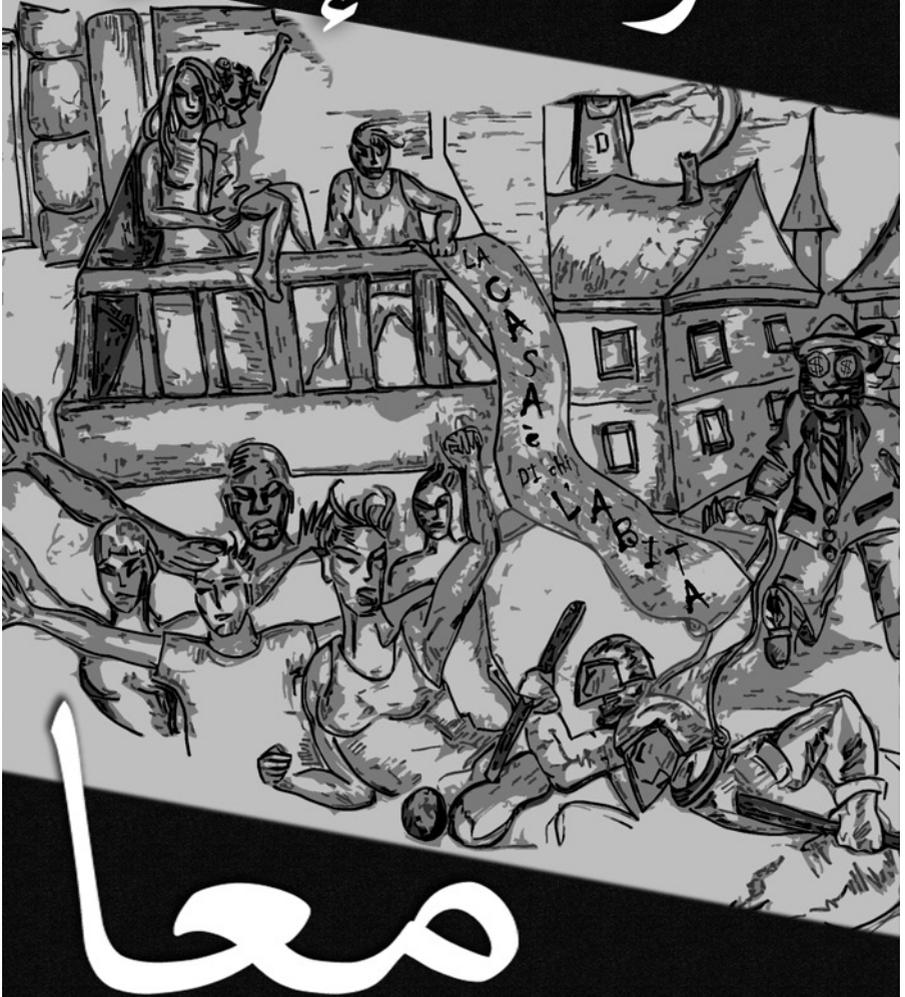
Alors que deux des compagnons arrêtés le matin nous rejoignent, nous arrive la nouvelle que le troisième, qui avait un *foglio di via* de l'Italie (feuille d'expulsion), s'apprête à être expulsé vers l'Espagne. Un groupe part pour l'aéroport, et malgré quelques tentatives pour l'empêcher, l'avion décolle.

La journée prend fin. Aucun des *sfratti* auxquels nous résistions n'a été effectué. Des barricades dans tout Barriera di Milano, plein de petits cortèges et un quartier bienveillant, rendez-vous le 16 octobre.

C., quelques jours après.



مقاومة الإخلاء



معاً

QUELQUES REFLEXIONS

Un objectif minimum désirable

Certains écrits, qui lors d'une première lecture peuvent paraître fumeux et abstraits, se chargent de sens lorsque nous les jetons dans la consistance d'une lutte réelle. Alors, ce qui semblait lettre morte est étayé avec précision dans l'immédiateté des situations concrètes et des problèmes tangibles. Ceci s'est produit avec quelques textes qui, il y a quelques années, affrontaient le rapport entre une méthode insurrectionnelle et l'immédiateté des luttes spécifiques, formulant des propositions d'organisation pour une intervention des anarchistes dans ces dernières. Tout un spectre de concepts, du noyau de base à l'organisation informelle a recommencé à prendre corps durant une lutte de résistance aux *sfratti* qui s'est développée l'année et demi passée à Turin, principalement sur le quartier de Porta Palazzo.

L'exigence de créer des formes d'organisation qui contiennent autant les exclus que les compagnons, avec une durée liée à la temporalité de la lutte même, donc à la poursuite de ses objectifs spécifiques, nous a rappelé par exemple l'hypothèse des noyaux de bases.

S'opposer aux huissiers et aux propriétaires, entrelacer les contacts pour organiser des piquets et chercher un pont entre les solidaires des différents *sfratti*, nous a amené spontanément à un type, quoique sommaire, d'association informelle et non permanente avec d'autres exploités. Seulement au reflet et au cours de l'action sont apparues les analogies avec les analyses théoriques auxquelles nous faisons allusion, comme données pratiques sur lesquelles approfondir l'analyse. C'est dans le réseau de rapports dynamiques et de connaissances dans le quartier, dans les liens quotidiens et dans les rencontres construites en fréquentant les mêmes rues qu'un tissu de solidarité est devenu possible et a alimenté l'évolution de la lutte elle-même.

Il conviendra de faire quelques rapides élucidations sur le cours que cette lutte a eu à assumer avec le temps. L'impulsion d'affronter ce domaine d'intervention est venu de relations très directes, de voisinage et de familiarités personnelles entre quelques compagnons et des personnes sous *sfratto*, mais cela nous a mis face à un choix de perspectives. Entreprendre un parcours du genre sans s'appuyer sur des modèles déjà existants, et très étrangers à nos méthodes, de la permanence légale de lutte pour la maison et du comité officialisé, nous a tout de suite donné un motif pour problématiser nos méthodes. La ligne directrice qui émerge naturellement est de repérer les lignes de fuites que ce soit dans les dérives assistantialistes qui reproduisent les mécanismes

de délégation ou de se fossiliser dans la spécialisation d'un corps externe délégué à résoudre les problèmes des autres. Ces deux vices s'interpénètrent et ont la même répercussion : avaliser la passivité des exploités sans déclencher une impulsion à s'auto-organiser. La direction que nous avons voulu expérimenter est diamétralement opposée : procéder pour tenter de créer un champ d'ententes et de complicités entre et autour des personnes sous *sfratto*, pour stimuler des liens d'appui mutuels capables de fonctionner en autonomie. Pour cela nous sommes partis de peu : organiser les piquets pour attendre l'huissier et lui arracher un renvoi du *sfratto* exécutif, impliquant parents et voisins, faire circuler la solidarité entre ceux qui se trouvent sous *sfratto* invitant à une participation bien répartie entre les divers piquets. Toutes ces bonnes intentions ont réussi en partie, et dans certains cas, se sont concrétisées en amenant un réseau plutôt vaste de contacts autour de la question du logement. Ce réseau, formé de solidaires et de *sfrattati*, commence à se retrouver mensuellement pour discuter sur quoi faire, sur les prochaines initiatives aussi dans les détails techniques de la préparation, sur l'éventualité de résister à l'intervention de la police. Il est très difficile et non linéaire que cette série de tâches arrête d'être déléguée et discutée entre compagnons, donc se forme un moment décisionnel qui est propre à la lutte. Entre les réunions et avec elles, le nombre de contacts qui croît, beaucoup s'approchent pour demander de l'aide et le calendrier des *sfratti* à venir devient toujours plus nourri. Mais la croissance n'est pas seulement quantitative : en fait cette extension des rapports et de l'activité arrive vite à se densifier jusqu'à un point de rupture. L'étape d'occuper un immeuble pour réagir collectivement au problème du *sfratto* était depuis longtemps dans la tête de beaucoup d'entre nous, mais devient opérationnel seulement avec la proposition de quelques-uns pour lesquels la menace de finir à la rue se fait pressante. Et voilà une nouvelle occupation d'habitation à Corso Novara, qui fonctionne à la fois comme occasion d'autres rencontres, comme lieu de passage dans lequel beaucoup de prolétaires du quartier s'arrêtent parce qu'ils sont sous *sfratto* ou disposés à s'organiser pour occuper à leur tour. L'éventail des possibles s'amplifie et est encore à penser.

À ce point il me semble fondamental de considérer certains nœuds et interrogations que cette lutte nous offre à contre-jour, à partir de cette base : qu'est ce qui pousse les anarchistes à soutenir une lutte comme celle-là, qui est une lutte intermédiaire contre une attaque particulière subie par les exclus ? Qu'est ce qu'ils ont à faire de ces échéances à la minute, des objectifs partiels et des besoins immédiats qui ne scandent pas le rythme avec la conflictualité permanente et les rêves destructifs des révolutionnaires ? Cette question permet de faire des clarifications plus générales et de se confronter directement à des problèmes théoriques plus amples relatifs au thème de l'organisation. Il faut cependant dissiper certains malentendus de fond. Nous ne croyons pas que le but d'une lutte spécifique, ainsi que la présence des exploités qui en soi devrait se produire, soit à poser en terme de conscience. Viser à impliquer, dans l'immédiat ou à court terme, des exclus qui luttent pour modifier leurs propres conditions matérielles

de vie dans un projet global de transformation de l'existant est dans le meilleur des cas un désir idéaliste de bonnes âmes. En d'autres termes, la prétention, longtemps proclamée et aujourd'hui couvée tacitement, de faire devenir anarchistes les exploités est vaine et ce principe est à mettre de côté. Pour mille raisons, nos discours ne viseront pas à convaincre quelqu'un de lutter, ni à influencer les conflits déjà en cours, mais à la pluralité de microfractures que nous serions capables de déterminer et d'approfondir comme exploités parmi les exploités. Ici vient à la rescousse le jeu de correspondances critiques avec l'écrit et les élaborations théoriques passées auxquelles nous faisons référence. Sur quelles finalités doit s'interroger un groupe de compagnons liés par des rapports d'affinités, donc avec une tendance à se donner un projet en commun, l'amplifier et le vérifier dans l'affrontement de classe, dans une lutte comme celle contre les *sfratti* dont nous parlons ? Nous croyons à un rôle qui peut se définir essentiellement de stimulation, c'est à dire donner une impulsion à une méthode et des pratiques qui en radicalisent la force d'impact excluant le plus possible les risques de récupération, les tendances à la médiation et les régressions parasyndicales. Sans trop de scrupules sur les termes, on parle du développement insurrectionnel des luttes spécifiques. Les points fondamentaux de cette méthode sont par conséquent l'action directe, l'auto-organisation, l'autonomie de la lutte et la conflictualité permanente. Points qui nécessitent en supplément un lieu d'organisation, une structure différente de celle spécifique des compagnons. L'assemblée qui s'est formée au cours de notre parcours de résistance pour la maison nous paraît ressembler de très près à cette idée de structure informelle et non permanente, qui est celle qu'en d'autres temps a été définie noyau autonome de base.

Pour définir plus précisément cette forme, ainsi que sa centralité dans l'hypothèse de l'organisation informelle, il peut être utile de citer un passage du livre *Anarchismo insurrezionalista* où le concept de noyau de base est illustré très clairement : « mais ce serait un contresens de penser à faire devenir anarchistes les gens en leur suggérant d'entrer dans nos groupes dans le but d'affronter la lutte de façon anarchiste.(...) On doit cependant créer des structures organisationnelles capables de regrouper les exclus de manière à commencer les attaques contre la répression, voilà la nécessité de donner vie aux noyaux de base, qui peuvent évidemment prendre un autre nom qui indique le concept d'auto-organisation. Nous voilà donc au point central du projet insurrectionnel : la constitution des noyaux autonomes de base. Leur caractéristique essentielle, visible est compréhensible immédiatement, est qu'en font partie anarchistes et non-anarchistes ». Il va de soi que, si la séparation entre militants ou non est un obstacle à dépasser, le rôle des compagnons dans une situation de ce type reste propulsif et d'indication sans pour cela se transformer en contrôle. Pousser vers l'autonomie d'une lutte ne doit pas se traduire en se défilant et en étant absent, renonçant à donner son propre apport pratique et projectuel, mais plutôt de travailler à rendre moins déterminante et indispensable sa présence directe, en ce qui concerne

les décisions mais aussi les tâches organisationnelles plus concrètes. Développer une dynamique assemblée qui soit vive et horizontale, réussir à affronter ensemble les solutions pratiques y compris celles dictées par l'urgence sans inhiber la proposition et l'initiative spontanée, est une étape obligatoire pour ne pas se voir charger malgré soi d'un monopole des choix tactiques. L'exemple d'une occupation pour se loger où ne participent pas les compagnons est clair, parce que cela pose plus d'obstacles et de difficultés par rapport aux façons de procéder, mais elle offre l'occasion de commencer à faire en sorte que les intéressés discutent et s'accordent entre eux, élargissant la prise de parole et la responsabilité active.

Un problème décisif sur la perspective future de cette lutte est la possibilité d'élargissement du réseau formé autour du logement vers d'autres conflits qui traversent le même territoire et quartier, on pense surtout aux papiers et aux rafles, qui impliquent directement les mêmes personnes. Comment peut-on penser à cet élargissement en respectant les limites d'une forme d'organisation basée sur des objectifs spécifiques, à savoir le maintien de la non-permanence, sans tomber dans la tendance à la synthèse et à la polarisation des luttes ? À ce propos les réflexions passées sur le noyau de base sont plutôt nettes et péremptoires : « beaucoup se demandent : si les noyaux fonctionnent aussi comme point de regroupement, pourquoi ne pas les laisser en vie pour une autre utilisation possible, différente de celle en cours ? La réponse est encore une fois liée au concept d'informalité. Chaque structure qui perdure dans le temps au delà du but qui l'a vue naître, si elle avait ce but pour condition essentielle d'existence et non une défense générique à amples rayons de ceux qui y participent, se réduit tôt ou tard en une structure stable qui supprime le but initial dans un nouveau, et apparemment légitime, d'une croissance quantitative, d'un renforcement pour mieux rejoindre une multiplicité de buts, tous également intéressants qui ne manqueront pas de se présenter à l'horizon nébuleux des exclus ». Je crois que dans ce cas on doit faire une comparaison critique avec une situation profondément changeante et une approche à l'initiative qui s'est modifiée avec le temps. Probablement l'apparition de luttes sociales et territoriales dans lesquelles les compagnons sont présents de manière significative, qu'ils réussissent à radicaliser avec un projet, change l'angle de vue sur la question. À la différence que lors d'autres luttes passées, par exemple celles soutenues par les anarchistes pendant la saison mortifère des années 80, les possibilités de lien avec d'autres conflits émergent spontanément sans qu'aucune polarisation ne soit imposée. Quand j'occupe un immeuble avec des immigrés, qui peuvent connaître les prisonniers du CIE ou y être allés eux-mêmes, un *sfrattato* qui a aussi du mal à se procurer à manger, l'élargissement à questions multiples n'est-il pas un développement naturel ? Il n'y a pas de certitudes quant aux implications qui peuvent se présenter dans cette direction, mais l'idée de créer un espace, une part de la ville où la densité d'organisation des exclus est assez robuste pour rendre possible une auto-défense efficace et à ample rayon, où occuper les maisons, arrêter les rafles et exproprier les supermarchés sont des

réponses à l'ordre du jour à la multiplicité des problèmes qui se présentent à l'horizon des exploités.... Cela me semble un objectif minimum désirable.

Mic

Invece n°16, été 2012



*Propriétaires, fascistes, la rage sociale vous balayera.
Pas de place pour les fascistes.
En face du siège du parti des libertés (PDL, droite), via Montanaro.*



Le serrurier du 16 Via Verres expulse les pauvres du quartier.

Une bonne soeur à la matraque.

La San Paolo à Turin

La forme du pouvoir actuel est toujours plus capillaire et tend à propager au moyen de discours idéologiques la forte relation qu'entretient la gestion du territoire avec les processus d'exploitation et les stratégies répressives. Cet article est une tentative d'explicitier ces liens en parlant du rôle que recouvre à Turin la « Compagnia di San Paolo », actionnaire majoritaire de la banque Intesa-San Paolo.

Nous ne pensons pas qu'il existe un Ennemi (avec un E majuscule), mais il nous semble important de montrer un paradigme de gouvernement du territoire dans le but d'en extraire de possibles points pour la lutte.

La compagnie San Paolo opère sur le territoire citadin avec le concours d'organismes définis comme « instrumentaux ». Les principaux sont : L'Ufficio Pio, l'institut Mario Boella, le Collegio Carlo Alberto, SiTi et HuGef.

L'ufficio Pio s'occupe de personnes en situation de difficultés financières ou de « vulnérabilité sociale », et ses projets les plus intéressants sont le projet LOGOS de réinsertion par le travail de détenus et le projet de *social housing*. L'institut Mario Boella est un organe interne à Polytechnique (au sens où il en utilise les structures, les laboratoires et les chercheurs), il s'occupe de télécommunications, de vidéo-surveillance satellitaire et du projet Smart City. Le Collegio Carlo Alberto, organisme interne à l'université de Turin, s'occupe de hautes finances et de politique internationale. Le SiTi (Systèmes Territorial pour l'Innovation) s'occupe de logistique, restructuration urbaine et sécurité du territoire. Enfin HuGef (Human Genetic Foundation) s'occupe d'ingénierie génétique et de biotechnologie.

Le projet Galileo (Mario Boella) s'occupe du lancement de satellites pour la vidéo-surveillance des frontières européennes, tandis que SiTi de la sécurisation des sites stratégiques (comprendre chantier de Chiomonte¹) et en particulier de la logistique de l'interport d'Orbassano (carrefour entre le Terzo Valico et le TAV Lyon-Turin) et du passage ferroviaire à haute vitesse du Corso Marche. HuGeF, en collaboration avec la préfecture de Turin et la fondation Crt, constitue actuellement la première banque de données ADN à échelle nationale (située à l'Institut légal génétique au commissariat de la police scientifique Via Veglia). L'Ufficio Pio avec son projet de *social housing* s'occupe de restructurer les bâtiments de la commune, en prenant l'usufruit, pour en faire des bâtiments résidentiels avec des honoraires de loyers à niveaux, adressés aux sujets à « risque social » comme fille-mère, demandeurs d'asile, ex-détenus ou familles en conditions financières difficiles.

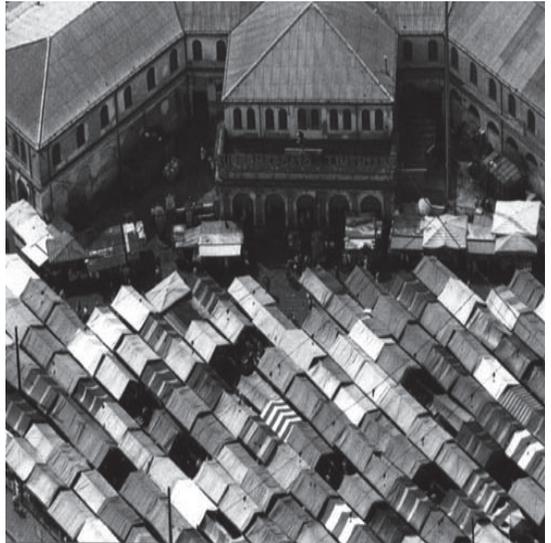
¹Chantier du TAV en Val Susa.

À noter le fait que la compagnie s'occupe principalement de secteurs étatiques qui ont été privatisés ces dernières années (parmi d'autres, l'université), et se fait le protagoniste de la production de tous les nouveaux instruments nécessaires au gouvernement.

Dans toutes les luttes que nous menons sur le territoire, un œil attentif est en mesure de distinguer la présence subtile ou massive de la compagnie qui, déguisée en bonne sœur, est en réalité en train de modifier de manière concrète et active la métropole.

Si d'un côté les gigantesques modifications de l'espace urbain en fonction de la mise à profit des choses et des hommes ou les grands projets de contrôle social se remarquent par leur horreur, d'autant plus grave est le revers que celle-ci assume dans les petits changements quotidiens.

Quand les consommations s'arrêtent et que le mal-être croît de l'impossibilité de satisfaire ses besoins primaires, au moins dans l'ordre des rapports économiques courants, il devient fondamental pour ces tortionnaires d'élaborer un mécanisme efficace de sélection de complices. Cela implique la capacité de modeler l'espace afin de diriger dans des quartiers ou des zones déterminés les potentiels serviteurs et les potentiels usagers.



D'un côté, la San Paolo construit un gratte-ciel près de la nouvelle gare de Porta Susa (restructurée pour la grande vitesse) avec pour ambition

de donner un nouveau visage au quartier alentour. Le nouveau passage ferroviaire et la construction du quartier Spina 3 s'inscrivent dans ce même projet.

De l'autre côté surgissent des projets comme celui de *social housing* financés par la San Paolo dans les quartiers populaires : Porta Palazzo et San Salvario.

Les serviteurs, du petit fonctionnaire au grand gestionnaire d'entreprise, habiteront dans les premières zones, pendant que les usagers, qui appartiennent au grand bassin de ceux qui ne pourraient normalement pas accéder au marché, se retrouvent chassés vers les confins de cette colonisation urbaine. Avec le projet de *social housing*, la San Paolo s'assure, outre le fait de faire bonne figure (ce qui ne fait pas de mal en ces temps de croissante haine sociale), la possibilité de définir la frontière entre les inclus et les exclus. Les « derniers » sont ce qui dépendent en totalité de la Compagnie, laquelle met ainsi en œuvre un contrôle social et politique sur la population, décidant qui a le droit de profiter de la dernière chance légale d'habiter.

Il faut prendre conscience que la San Paolo est présente dans nos luttes quotidiennes. Là où le conflit pourrait être direct, ou bien là où il est l'objet de différend concret et réel (espaces universitaires et maisons vides, dans les quartiers vides), il est nécessaire de démasquer l'exploiteur qui se cache derrière le visage « humain » et idéologique. Être en mesure de développer des arguments capables de miner le consensus autour de la « bienfaitrice » San Paolo entre les étudiants et les personnes sans maison.

Dans le cas des luttes de sans-papiers, de la lutte contre le TAV et de la lutte contre la répression, il est fondamental d'identifier les relations directes et claires, d'isoler les noeuds stratégiques entre la Compagnie et les frontières, les grandes œuvres et les systèmes de détention, faisant en sorte que l'attaque puisse en être compréhensible en termes communicatifs et efficace en termes pratiques.

Il est important de savoir indiquer, de savoir pointer du doigt et de crier les noms des responsables des conditions dans lesquelles nous vivons.

Ce nouveau gouvernement est défini comme celui des « banques » ; il est temps de l'explicitier. Corrado Passera, actuel ministre des transports, est l'ex-administrateur délégué de la San Paolo ; Elsa Fornero, ministre du travail, est l'ex-vice-présidente de la Compagnie San Paolo ; Francesco Profumo, ministre de l'instruction, est l'ex-recteur de Polytechnique de Turin (donc un des signataires directs de la convention qui lie la San Paolo et l'université de la ville).

Avec pour fin la lutte, connaître ces relations, les rendre évidentes et automatiques peut être intéressant pour définir des objectifs concrets.

Approfondir des connections et les intérêts spécifiques que détient la Compagnie dans chacun des domaines de lutte est un pas supplémentaire.

Notre lutte quotidienne se trouve déjà dans la confrontation avec les divers petits patrons avec lesquels la San Paolo a affaire. Savoir raccourcir la distance, et faire sortir à découvert les ennemis est fondamental à partir du moment où nous nous trouvons à élaborer entre complices et exploités des tactiques de lutte. Savoir où ils prennent des contrats et comment ils s'approprient les quartiers dans lesquels nous vivons se révélera utile.

G. e S.

Invece, n°14, avril 2012

TURIN : LES SFRATTI AUGMENTENT, UNE RÉSISTANCE RENAÎT

Plus de deux mille *sfratti* l'année dernière, mille cinq cents les six premiers mois de cette année. Italiens et étrangers, jeunes et familles, escroqués par banques et propriétaires ou sans travail et sans argent, ce sont des milliers de personnes qui chaque année risquent de perdre leur maison. Alors que les *sfratti* augmentent, une forme de résistance renaît en ville : les piquets. Une pratique de lutte vieille de quarante ans, simple mais efficace, qui se diffuse rapidement. Au cours des derniers mois à Turin, il n'y a pas eu une semaine sans piquet anti-*sfratto*. Plutôt que de subir passivement et en silence toujours plus de familles sous *sfratto* ont décidé de s'opposer, appelant amis, parents, et solidaires pour résister ensemble.

Ils ont appris à se défendre des propriétaires et des huissiers, à affronter aussi les policiers en uniforme et en civil, et ils les ont presque toujours contraints à concéder un renvoi.



LES PROPRIÉTAIRES ET LA POLICE S'ORGANISENT : LE TROISIÈME MARDI DU MOIS

Depuis quelque temps, surtout dans certains quartiers de Turin, il est devenu trop difficile d'exécuter un *sfratto*. Propriétaires et police, sachant bien qu'en cas d'urgence une centaine de personnes sont prêtes à se mobiliser, ne pouvaient pas rester à regarder. Ils ont donc pensé à une stratégie : concentrer beaucoup de *sfratti* en une seule journée, pour l'instant le troisième mardi du mois, espérant disperser les forces de ceux qui résistent. Ils ont essayé le 19 juin, le 17 juillet et finalement le 18 septembre, mobilisant une centaine de policiers et *carabinieri* avec casques, boucliers et matraques. Mais l'idée qui n'est même pas si originale n'a pas apporté les résultats espérés.

LA RÉSISTANCE AUSSI S'ORGANISE : LES BARRICADES DANS LA RUE

Le 18 septembre la préfecture avait concentré, seulement dans les quartiers de Porta Palazzo, Aurora et Barriera di Milano, au moins douze *sfratti*. Pour cela, dès l'aube, au moins cent cinquante personnes étaient debout et prêtes à lutter devant les maisons des huit familles qui avaient décidé de résister. Bacs à ordures et chaînes pour bloquer les rues, banderoles, tracts et mégaphones pour expliquer aux passants ce qui se passe, fumigènes et pétards pour éloigner la police. Toutes les familles qui avaient décidé de résister ont obtenu un renvoi de deux ou trois mois. La police a réussi à expulser seulement des maisons vides ou des familles qui avaient décidé de tout lâcher. Là où elle a trouvé les rues bloquées par les barricades, la police n'a pas eu le courage d'attaquer et s'est retirée.

Dans les prochains mois, les *sfratti* continueront. Police et propriétaires ont organisé d'autres journées comme le 18 septembre et entre-temps ils cherchent à inventer d'autres stratégies pour faire peur et frapper avec plus de force ceux qui résistent aux *sfratti*. Mais aussi ceux qui résistent continueront à lutter, jour après jour, cherchant à s'organiser au mieux. Parce que ces derniers mois beaucoup ont appris que résister aux propriétaires et à la police est possible.



Tract distribué le 13 octobre 2012
lors d'un cortège contre les *sfratti* à Turin